**Convention d’occupation du domaine public**

**sur le territoire de l’EPT GPSO public territorial Grand Paris Seine Ouest**

**pour des véhicules en autopartage en boucle**

# Convention établie entre la société X et l’établissement public territorial Grand Paris Seine Ouest

**Préambule**

L’EPT Grand Paris Seine Ouest et les villes qui le composent accueillent depuis 2018 des services de mobilité partagée à destination des habitants et des usagers du territoire, dont des services d’autopartage en boucle à Sèvres, Chaville et Ville-d’Avray.

L’autopartage est défini à l’article L. 1231-14 du Code des transports : « L'activité d'autopartage est la mise en commun d'un véhicule ou d'une flotte de véhicules de transport terrestre à moteur au profit d'utilisateurs abonnés ou habilités par l'organisme ou la personne gestionnaire des véhicules. Chaque abonné ou utilisateur habilité peut accéder à un véhicule sans conducteur pour le trajet de son choix et pour une durée limitée. »

L'autopartage est un service de location de véhicules automobiles, accessibles moyennant la souscription d’un contrat, permettant de satisfaire des déplacements occasionnels, de courte et moyenne durée. Il est destiné aux particuliers, aux entreprises et aux administrations. L’autopartage est de nature à faire diminuer le taux d’équipement des ménages en véhicules particuliers, et à accélérer la tendance au découplage entre la possession et l’usage de l’automobile.

Le code des transports prévoit que l’exercice, par les opérateurs concernés, d’une activité d’autopartage (véhicules partagés) accessible au public est soumis à la délivrance préalable, par l’autorité compétente gestionnaire de la voirie publique, de titres d’occupation temporaire du domaine public routier, assortis du paiement d’une redevance annuelle.

L’article L.2122-1-1 du Code de la propriété des personnes publiques prévoit qu’une procédure de sélection préalable doit être organisée lorsque l’autorité compétente décide d’utiliser le domaine public en vue d’une exploitation économique et de limiter le nombre d’autorisations permettant d’occuper le domaine public.

Dans ce contexte, l’EPT Grand Paris Seine Ouest a lancé une procédure de sélection préalable avec publicité pour pouvoir délivrer des titres d’occupation du domaine public pour les services de véhicules en autopartage en boucle sur son territoire : l’avis de publicité est paru le 30 octobre 2024, pour une remise des candidatures le 6 décembre 2024.

La présente convention définit les modalités d’occupation du domaine public par la société XXX compte tenu de la proposition qui a été présentée par celle-ci et retenue par GPSO. L’ensemble des éléments de cette proposition, annexée à la présente convention, revêtent un caractère contractuel pendant toute la durée de la présente convention.

**Il a été convenu :**

Entre

**L’EPT Grand Paris Seine Ouest (EPT GPSO)**, dont le siège social est situé 9 route de Vaugirard à Meudon (92190), représenté par son Président, Monsieur Pierre-Christophe BAGUET, agissant en vertu de la délibération du conseil de territoire du XXX (n° C2024/10/XX)

Ci-après désigné par « **l’EPT GPSO** » d'une part,

Et

**XXX**,  [SIRET , adresse siège social], , représentée par XXX.

Ci-après désigné par l’« **occupant**» d’autre part.

**TITRE 1- OBJET ET NATURE DE LA CONVENTION**

***Article 1 – Définition de l’objet de la convention***

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques, administratives et financières dans lesquelles l’occupation du domaine public de l’EPT GPSO est consentie au bénéfice de l’occupant dans le cadre de son activité de mise à disposition de véhicules en autopartage en boucle.

Les documents liant les parties pour toute la durée de la convention comprennent la présente convention, les conventions régissant l’usage des bornes de recharges pour véhicules électriques avec le SIGEIF et la ville de Meudon ainsi que ses annexes qui ont également valeur contractuelle.

***Article 2 – Nature de la convention***

Compte tenu de l’occupation du domaine public qu’elle emporte, la présente convention est consentie à titre précaire et révocable.

***Article 3 – Caractère personnel de l’occupation***

La présente convention est conclue *intuitu personae*. L’occupant est tenu d’occuper lui-même et pour son compte le domaine public mis à sa disposition.

Dans l’hypothèse où une opération de fusion, de scission ou d’apport partiel, impliquant la cession de la présente convention à une personne morale distincte de l’occupant, cette cession doit faire l’objet d’un agrément préalable et écrit de l’EPT GPSO. La demande d’agrément est transmise à l’EPT GPSO par lettre recommandée avec avis de réception. Le nouveau titulaire s’étant auparavant engagé à respecter les dispositions de la présente convention. L’EPT GPSO dispose d’un délai d’un mois à compter de la réception de la demande pour formuler sa réponse. A défaut de réponse dans ce délai, la demande est réputée rejetée.

La présente convention est notamment soumise aux dispositions du Code général de la propriété des personnes publiques, en particulier ses articles L. 2122-1 et suivants, ainsi qu’aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, du Code des transports et du Code de la route.

**TITRE 2 - MODALITES D’EXERCICE DE L'ACTIVITE**

***Article 4 – Cadre d’exécution***

L’occupant doit proposer à la location des véhicules se conformant aux normes françaises et européennes applicables en matière d’équipements et de sécurité (notice rédigée en langue française, éclairage, signalisation sonore et visuelle, freinage, présence d’un kit de sécurité…). Il doit être en mesure de fournir les homologations correspondantes aux services de contrôle de l’EPT GPSO ou de l’Etat.

L’occupant doit garantir la mise à disposition de véhicules exclusivement dédiés à l’autopartage et disponibles à la location, 7j/7, a minima 19h/24, avec un dispositif automatisé (carte RFID, smartphone…). L’usager devra pouvoir utiliser le véhicule pour une durée minimale d’une heure (ou moins), avec une tarification adaptée.

Sans préjudice de la responsabilité personnelle de ses clients, l’occupant s’engage, selon les modalités prévues dans la proposition pour laquelle il a été retenu, à prendre toutes les mesures nécessaires pour que ses clients respectent la législation et la réglementation en vigueur, et notamment le Code de la route et les arrêtés de police municipaux ou du Préfet de police des Hauts-de-Seine.

***Article 5 – Lieux de déploiements - emplacements***

La présente convention vise l’occupation du domaine public par des véhicules en autopartage en boucle. Les espaces retenus pour déployer l’activité d’autopartage en boucle sont appelés « emplacements ». Des aménagements spécifiques distinguent ces places du reste du stationnement, hormis pour les véhicules déployés en station-zone (voir article X). L’annexe 1 de la présente convention liste les emplacements sur lesquels l’occupant est autorisé à stationner ses véhicules.

L’occupant est autorisé à se déployer sur la grande majorité des emplacements dès l’entrée en vigueur de la convention d’occupation du domaine public. Pour certains emplacements et afin de proposer un déploiement progressif du service, cette autorisation débutera 18 mois après l’entrée en vigueur de la convention et s’éteindra en même temps que la présente convention. L’annexe 1 de la présente convention précise les emplacements dont l’autorisation ne débute pas à la prise d’effet de la convention.

L’EPT GPSO se réserve le droit de faire évoluer ces emplacements tout au long de la durée de la convention, notamment en cas de travaux, manifestations ou d’urgences caractérisées. L’évolution des emplacements peut également résulter de l’exercice par les Maires des Villes du territoire de GPSO de leurs compétences de police de circulation et du stationnement leur permettant de définir des zones de restriction ou d’exclusion de circulation, des zones à vitesse limitées et des zones de restriction ou d’exclusion du stationnement, et ce, sans devoir se justifier auprès de l’occupant. En cas de changement temporaire ou mineur, l’EPT GPSO et l’occupant choisiront à l’amiable un nouvel emplacement. En cas de changement d’emplacement permanent ou majeur, fait à l’initiative de l’EPT GPSO, un avenant à la convention sera annexé à la présente convention. Un changement majeur correspond à un déplacement de l’emplacement dans un rayon de plus de 150 mètres. En dessous de cette limite, le changement est considéré comme mineur.

L’occupant dispose de la possibilité de demander une évolution de la localisation des emplacements une fois par période d’un an à partir de la date de signature de la convention. Toute demande d’évolution majeure de la localisation des emplacements devra faire l’objet d’une demande écrite à l’EPT GPSO. Cette demande devra être étayée et argumentée par des données d’utilisation et le potentiel des nouveaux emplacements proposés.

L’EPT GPSO dispose d’un délai de trois mois pour accepter ou refuser la proposition de l’occupant.

A chaque changement majeur de la localisation des emplacements, un avenant sera annexé à la présente convention. Les nouveaux emplacements pour la période en cause auront valeur contractuelle et resteront constants jusqu’à ce qu’intervienne, le cas échéant, une nouvelle évolution dans les mêmes conditions.

Il est rappelé que ces modifications peuvent intervenir uniquement si cela n’altère pas l’équilibre de répartition entre les deux lots tel que proposé initialement dans l’appel à candidature.

***Article 6 – Déploiement des véhicules en « station-zone »***

Les obligations diffèrent pour les véhicules déployés en « station-zone ». Ces véhicules ne disposent pas d’emplacements réservés et doivent être stationnés sur une place de stationnement « payant » au sein du périmètre précisé à l’annexe 1 de la présente convention. La location du véhicule doit toujours débuter dans la zone et se terminer dans cette même zone, matérialisée dans l’application de l’opérateur. Aucune signalisation horizontale ne sera donc apposée pour marquer le stationnement des véhicules. En revanche, une signalisation horizontale unique pour informer les usagers de la présence d’une station zone dans le quartier pourra être implantée, sur proposition de l’opérateur et après accord écrit de l’EPT GPSO.

Toutes les obligations précisées dans la convention s’appliquent de pleins droits aux véhicules, en considérant l’emplacement comme étant le périmètre dans lesquels les véhicules sont autorisés à stationner.

***Article 7 – Types de véhicules autorisés***

La présente convention vise l’occupation du domaine public par des véhicules à quatre roues motorisés immatriculés au sens du Code de la route. Les véhicules déployés sont de catégories M1 ou N1 définies à l’article R. 311-1 du code de la route, titulaires d’un certificat de qualité de l’air CQA EL ou 1.

L’occupant veillera à proposer une diversité de modèles, répondant aux besoins des usagers (citadines, familiales, utilitaires légers…). Le type de véhicule à implanter sur chaque emplacement fera l’objet d’un échange entre l’occupant, GPSO et la ville concernée en début de convention.

***Article 8 – Conditions d’occupation - destination des lieux***

Les véhicules sont autorisés à être déployés dans la limite des emplacements précisés en annexe 1 de la présente convention.

Avant tout déploiement de véhicule, l’occupant a la charge d’apposer la signalisation horizontale et verticale réglementaire, comme stipulé à l’article 3 de l’arrêté du 31 décembre 2012 relatif à la signalisation de l'autopartage. En sus de la signalisation réglementaire, l’EPT GPSO requiert la pose d’un marquage au sol vert spécifique ainsi qu’une croix de Saint André également au sol.

En sus de la signalisation de stationnement, l’occupant peut proposer à l’EPT GPSO l’installation d’un panneau d’information sur les modalités du service d’autopartage en boucle. L’annexe 3 de la présente convention précise les modalités de signalisation devant être respectées par l’occupant.

Durant toute la durée de la convention, l’occupant a la charge l’entretien et la maintenance de la signalisation réglementaire et complémentaire apposée par ses soins, sur les emplacements qui lui sont attribués.

Les véhicules autorisés à être déployés dans le cadre de la présente convention ne sont pas soumis à la redevance de stationnement payant sur le territoire de GPSO lorsqu’ils stationnent sur leur emplacement ou dans la station-zone qui leur est attribuée.

L’occupant impose à ses utilisateurs le stationnement sur les emplacements autorisés précisés en annexe 1. L’occupant met en œuvre tous les moyens nécessaires pour assurer le respect de cette règle par les usagers : GPS, contrôle sur photos prises par l’usager, etc. La marge d’erreur maximale pour la géolocalisation des véhicules est de 5 mètres.

L’occupant devra prendre toutes les mesures à sa disposition afin d'assurer le respect, par lui-même ou ses préposés et par les utilisateurs des véhicules, des règles de circulation et de stationnement édictées par les autorités compétentes, notamment les règles assurant l'accessibilité de la voie publique aux personnes handicapées ou à mobilité réduite et garantissant la sécurité des piétons.

Aucun dépôt de matériel, autres que les véhicules en autopartage mis à disposition des clients et la signalisation verticale et horizontale, n’est autorisé sur l’emprise mise à disposition.

D’une manière générale, l’occupant s’engage à ne pas dégrader le domaine occupé et à en assurer la bonne conservation dans le respect des normes et réglementations en vigueur.

***Article 9 – Déploiement de véhicules électriques***

L’annexe 1 de la présente convention précise les emplacements équipés de bornes de recharges pour véhicules électriques. Sur ces emplacements, l’autorisation du domaine public concerne uniquement le déploiement de véhicules électriques, titulaires d’un certificat de qualité de l’air CQA EL.

Par délibération n°C2019/06/57 du Conseil de Territoire du 26 juin 2019, l’EPT GPSO a délégué sa compétence sur l’installation et l’exploitation d’infrastructures de recharge pour véhicules électriques en voie publique au Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France (SIGEIF). Ainsi, les modalités de recharge des véhicules en autopartage sont précisées dans la convention jointe en annexe 5 signée entre le SIGEIF, l’EPT GPSO et l’occupant. La facturation de la recharge, se fera directement par IZIVIA, prestataire du SIGEIF, à l’occupant.

L’annexe 1 précise que deux emplacements pour véhicules électriques sont situés dans des parkings en ouvrage, gérés directement par la ville de Meudon. Ainsi, les modalités de recharge de ces deux véhicules en autopartage sont précisées dans la convention jointe en annexe 6 signée entre la ville de Meudon, l’EPT GPSO et l’occupant.

***Article 10 – Travaux - manifestations – mesures de sécurité - sinistres***

Lors de manifestations spéciales ou de chantier sur la voie publique et sur simple demande des services de l’EPT GPSO, l’occupant peut être amené à suspendre son activité ou à ne plus autoriser ses véhicules à stationner sur certains des emplacements. L’EPT GPSO en informe préalablement l’occupant par courrier recommandé avec accusé de réception dans un délai de quinze (15) jours, sauf urgence caractérisée.

En cas d’urgence impliquant des mesures de sécurité spécifiques, l’occupant doit être en mesure de retirer de la voirie tout ou partie des véhicules remisés dans un délai et pour une durée déterminée par l’EPT GPSO, au regard des risques circonstanciés. Ainsi, en cas d’urgence, l’EPT GPSO sollicite le retrait des véhicules auprès de l’occupant par tous moyens en précisant le délai dans lequel les véhicules doivent être retirés et la durée pendant laquelle ils ne pourront être réinstallés. L’occupant s’engage à apporter une réponse écrite (par voie électronique) à la demande de l’EPT GPSO sur les modalités d’enlèvement dans les 12 heures suivant l’envoi de la notification par l’EPT GPSO. Dans tous les cas, les véhicules devront être retirés dans un délai maximum de 24h après l’envoi de la notification par l’EPT GPSO.

Aucune indemnité ne peut être demandée par l’occupant au titre de la privation temporaire d’activité liée à des travaux, des manifestations, des mesures d’ordres ou de sécurité demandées par les pouvoirs publics ou tout autre sinistre.

L’EPT GPSO ne saurait être tenu responsable des dommages imputables à des tiers ou à d’autres occupants du domaine public, aux véhicules de l’occupant notamment en cas : d’accident survenu sur la voie publique, dans les conduites d’eau, de gaz, canalisations électriques ou autre ; d’infiltrations d’eau quelle qu’en soit l’origine ; de travaux que les concessionnaires de l’EPT GPSO exécuteraient sur le domaine public.

***Article 11 – Maintenance et retraits des véhicules***

L’occupant met en place un dispositif de maintenance et d’entretien permettant de garantir la disponibilité effective et la propreté des véhicules déployés et de retirer les véhicules dégradés du domaine public. Les véhicules qui ne sont pas en état de circuler doivent être identifiés et être retirés dans un délai maximum de 24 heures.

L’occupant doit procéder à ses frais et dans les plus brefs délais au déplacement des véhicules dont le stationnement est considéré comme dangereux ou très gênant.

En cas de véhicule stationné plus de 72 heures hors de son emplacement, même sur une place de stationnement autorisé, l’occupant dispose de 24 heures pour intervenir et stationner le véhicule au bon emplacement.

***Article 12 – Protection de l’environnement et publicité***

L’occupant réalise un bilan carbone pour une année de son activité dans le cadre de la présente convention, certifié par un organisme indépendant, tenant compte des gaz à effet de serre définit par le GIEC pour l’ensemble des flux physiques sans lesquels le fonctionnement de l’organisation ne serait pas possible (émissions directes et indirectes créées) en vue d’une amélioration de la performance environnementale. Le résultat de ce bilan est transmis à l’EPT GPSO une fois durant les trois années fermes de la convention. En cas de reconduction de la convention, un nouveau bilan pour une année doit être transmis durant cette période.

L’occupant doit assurer la tranquillité du voisinage et mettre en place les mesures nécessaires à cet effet. Il déploie son activité en veillant à ce que l’entretien et la recharge des véhicules ne provoquent pas de nuisances dans l’espace public, dont de la pollution sonore. L’occupant a notamment l’obligation de désactiver toute alarme sonore de 22h à 7h en semaine et de 22h à 10h le weekend.

La publicité est interdite sur les véhicules de l’occupant. Seul le nom, logo communiqué par l’occupant ainsi que les informations nécessaires à la bonne compréhension du service par l’utilisateur sont autorisés sur les véhicules de l’occupant.

**TITRE 3 - DISPOSITIONS FINANCIERES**

***Article 13 – Charges financières***

La présente convention autorise l’occupation du domaine public en l’état. En aucun cas l’EPT GPSO ne devra supporter la charge financière d’une quelconque intervention sur le domaine public nécessaire à l’exécution du service de l’occupant. Ce dernier supporte seul toute charge nécessaire à l’exécution de son activité.

L’occupant supporte seul toutes les contributions, taxes et impôts de toute natures afférents à l’installation et l’exploitation de son activité.

***Article 14 – Redevance***

En contrepartie de l’occupation privative du domaine public sur le territoire de l’EPT GPSO, l’occupant doit acquitter une redevance annuelle.

L’occupant verse le montant de la redevance à chaque trimestre échu. En début et fin de convention, le montant de la redevance est calculé au *prorata temporis* du trimestre en cours*.* La redevance est due quelle que soit la durée effective de l’activité de l’occupant et ce dès la prise d’effet de la convention.

La redevance est versée après émission d’un titre de recette par l’EPT GPSO, par virement bancaire au centre des finances publiques de Meudon :



Le montant de cette redevance a été fixé par délibération C2024/02/32 du Conseil de territoire de Grand Paris Seine Ouest, en date du 17 octobre 2024. Le tarif applicable pour les véhicules en autopartage en boucle est de cent quatre-vingts euros (180 €) par an. Ce tarif s'entend par emplacement.

Le nombre d’emplacements à considérer dans le calcul de la redevance correspond au nombre d’emplacements réservés à l’occupant pour le stationnement de ses véhicules en autopartage sur le territoire de l’EPT GPSO. Les arrêtés de stationnement des communes faisant foi.

Le calcul est effectué chaque fin de trimestre, sur la base du nombre d’emplacements réservés par un arrêté de stationnement. A cela s’ajoutent les véhicules déployés en « station-zone » et en parking en ouvrage qui ne bénéficient pas d’arrêtés de stationnement.

Calcul de la redevance pour le trimestre :

$$Redevance pour le trimestre T=Nombre d^{'}emplacements réservés au début du trimestre× \frac{180}{4}$$

Il est entendu que les emplacements étant réservés en permanence au stationnement des véhicules en autopartage, la redevance est due quelle que soit la durée effective de location des véhicules.

**TITRE 4- CONTROLE DE L’EPT GPSO**

***Article 15 – Obligation générale d’informer***

L’occupant s’engage à tenir informé l’EPT GPSO des conditions d’exécution de la présente convention et à répondre aux demandes de renseignements et de documents s’y rapportant.

Un bilan annuel de l’activité devra être communiqué par l’occupant afin d’apprécier l’exercice de l’activité conformément à l’objet de la présente convention d’occupation du domaine public. Ce bilan devra être transmis dans les deux mois suivant l’année calendaire. Ainsi, le bilan annuel pour l’année N doit être transmis au plus tard le 28 février de l’année N+1.

L’occupant est tenu d’adresser annuellement à l’EPT GPSO une copie de ses documents comptables (compte de résultat, bilan et annexes) dans un délai maximal de 6 mois à compter de la clôture de son exercice, sous peine de mise en œuvre de l’article 18. Ces documents doivent être certifiés par un commissaire aux comptes ou à défaut être établis par un expert-comptable. Dans tous les cas, les documents doivent être authentifiés par le cachet de la société et la signature d’une personne habilitée à engager la société.

***Article 16 – Obligation de partager les données relatives à l’usage du domaine public***

L’occupant s’engage à fournir des données relatives au déploiement et à l’usage du service, comme précisé dans la présente convention. Certaines données seront communiquées via la transmission de rapport trimestriel quand d’autres le seront par une API, permettant l’intégration des données dans l’hyperviseur de l’EPT GPSO ou la plateforme OpenData de GPSO.

L’occupant met à disposition de l’EPT GPSO des données sur le déploiement et l’usage du service, dans le respect de l’application du Règlement Général sur la Protection des Données, comme spécifié ci-dessous.

***Données à transmettre par le biais d’une API***

Pour assurer une bonne transmission des données via API, une réunion de démarrage et de cadrage spécifique sera réalisée entre l’occupant, l’EPT GPSO, l’assistant à maitrise d’ouvrage Territoire intelligent de l’EPT GPSO, et le titulaire du marché d’Hypervision de l’EPT GPSO.

1. Une API GBFS pour le suivi en temps réel et l’alimentation du « Point d’Accès National aux données de transport » :

La plateforme [transport.data.gouv.fr](https://transport.data.gouv.fr/) référence les flux au format GBFS pour les véhicules en libre-service.

L’occupant doit fournir une API accessible en conformité avec le General Bikeshare Feed Specification (GBFS) dont la version actuelle est disponible au https://github.com/NABSA/gbfs/.

L’occupant doit s’assurer que son API est mise à la disposition du public sur Internet et sans exigence d’authentification, en conformité avec les stipulations de l’article 25 de la LOI n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM).

L’occupant doit transmettre à l’EPT GPSO le lien d’accès à l’API GBFS dans les 7 jours suivants le déploiement de ses véhicules. En cas de changement du lien de l’API, une notification doit être transmise à l’EPT GPSO par l’occupant dans un délai minimal de 30 jours avant ledit changement.

Les données contenues dans l’API doivent être mises à la disposition du public et de l’EPT GPSO avec une licence non révocable permettant aux données d’être utilisées, modifiées et partagées sans restriction autre que l’attribution.

Lors de la publication d’une nouvelle version du GBFS, l’occupant est dans l’obligation de mettre à niveau son API dans un délai de 90 jours hormis dans le cadre d’un accord préalable avec l’EPT GPSO.

1. Une API de suivi interne des données d’exploitation pour l’EPT GPSO :

L’occupant doit transmettre à l’EPT GPSO des données sur l’utilisation du domaine public, ces données sont nécessaires :

* au contrôle de l’usage du domaine public occupé par l’occupant;
* au contrôle des obligations financières de l’occupant ;
* à la bonne gestion des espaces de stationnement.

L’occupant garantit la transmission fiable et sécurisée des données d’exploitation et de fonctionnement de son système vers l’outil d’Hypervision de l’EPT GPSO via une interface informatique de communication (API).

L’API offrira la possibilité de consulter les données, leur historique et d’exporter des données agrégées mensuellement au format JSON et CSV.

L’occupant s’engage à fournir par l’intermédiaire d’une API les données dont il dispose dans le respect du schéma de données suivant *[NOM\_DU\_CHAMP] : description*, sur les thématiques listées ci-dessous.

1. Une consultation par **jour** avec un détail comprenant les indicateurs suivants :
* [operator\_name] : Nom de l’opérateur
* [city\_name] : Commune
* [date] : Date (année/mois/jour)
* [weekday] : Jour de la semaine (Lundi, mardi…)
* [bank\_holiday] : Jour férié (oui/non)
* [av\_nb\_vehicles] : Nombre de véhicules déployés sur la journée, quel que soit leur statut de location
* [av\_nb\_rented\_vehicles] : Nombre de véhicules déployés en location sur la journée (disponibles à la location – moyenne sur 24h)
* [av\_nb\_parked\_vehicles] : Nombre de véhicules déployés en stationnement sur la journée (disponibles à la location – moyenne sur 24h)
* [av\_parking\_time] : Durée moyenne de stationnement entre deux courses
1. Une consultation par **course** anonymisée ayant leur origine et/ou leur destination sur le territoire de l’EPT GPSO, avec pour chaque course :
* [opérator\_name] : Nom de l’opérateur
* [vehicle\_id] : Identifiant du véhicule
* [trip\_id] : Identifiant du trajet
* [start\_time] : Date et heure de prise
* [city\_name\_start] : Nom de la commune de départ
* [longitude-x\_start] : Longitude-x du lieu de prise
* [latitude-y\_start] : Latitude-y du lieu de prise
* [end\_time] : Date et heure de dépose
* [trip\_duration] : Durée de la course
* [trip\_distance] : Kilométrage parcouru pendant la course
* [trip\_price] : Coût facturé à l’usager pour sa course

***Données à transmettre via des rapports trimestriels***

En plus des transmissions via API, l’occupant fournira chaque trimestre, un rapport de synthèse reprenant les données commune par commune ainsi qu’un récapitulatif pour l’ensemble de l’EPT GPSO, avec un détail mois par mois.

Les données concernent :

* Le nombre de véhicules déployés
* Une synthèse mensuelle des principaux indicateurs liés au service et à l’usage qui en est fait
* Une synthèse mensuelle pour mieux comprendre le profil des usagers du service

Les données de synthèse pourront nécessiter des agrégations ou calculs de la part de l’occupant avant transmission à l’EPT GPSO.

L’EPT GPSO s’engage à tout mettre en œuvre pour sécuriser l’intégrité de ces données une fois enregistrées au sein de son système d’information.

***Article 17 : RGPD***

Il sera fait application de l’article 5.2 du CCAG-PI.

L’occupant est responsable du respect des obligations découlant de la Loi Informatique et Libertés et du Règlement général sur la protection des données (RGPD).

A ce titre, il s’engage à prendre toutes les mesures nécessaires, notamment celles de tenir un registre et de désigner un Délégué à la Protection des Données (DPD).

L’occupant informera GPSO des mesures prises dans ce cadre. Il devra également, sur demande de GPSO communiquer toutes les mesures prises pour la mise en place de la réglementation et prendre toute mesure pour assurer le respect de celle-ci.

Au terme de la présente convention ou de son renouvellement, l’occupant s’engage à détruire l’ensemble des données personnelles qu’il a eu à traiter.

***Article 18 – Documents et informations à transmettre à l’EPT GPSO***

Dès la signature de la présente convention, l’EPT GPSO doit disposer des informations et des documents suivants :

* Un point de contact de l’occupant pour les échanges avec l’administration, avec ses coordonnées (adresse postale, mail, téléphone)
* Une adresse mail générique pour garantir les échanges pendant la durée de la convention avec les services de l’EPT GPSO
* Une adresse postale, une adresse mail et un numéro de téléphone non surtaxé en France pour contacter le service sinistre de l’occupant, notamment pour les réclamations en cas d’accident.
* Une fiche descriptive indiquant les nom, prénoms, qualité, domicile de l’occupant ou, si l’occupant est une personne morale, sa nature, sa dénomination, son siège social, son objet ainsi que les noms, prénoms, qualité, pouvoirs du signataire et, le cas échéant, du ou des représentants habilités auprès de la Ville.
* Un extrait K-bis de moins de trois mois du Registre de Commerce et des Sociétés en cours de validité.
* Le logo de l’occupant en format PNG
* La liste de tous les véhicules ainsi que leurs immatriculations
* Une copie des contrats d'assurance souscrits pour assurer les véhicules et couvrant également les risques d'accidents.
* La fiche technique des véhicules déployés faisant l’objet de la présente convention d’occupation du domaine public

***Article 19 – Sanctions***

L’EPT GPSO se réserve le droit de contrôler le respect de la destination du domaine public par l’occupant faisant l’objet de la présente autorisation d’occupation du domaine public et des conditions et modalités spécifiées par la présente convention et dans la proposition pour laquelle il a été retenu, en annexe de la présente convention.

**Sanctions administratives**

En cas de manquement dûment constaté aux termes de la présente convention et/ou de trouble à l'ordre public, une mise en demeure de se conformer aux prescriptions de la présente convention et/ ou de cesser le trouble à l’ordre public est adressée à l'occupant par lettre recommandée avec accusé de réception. L'occupant dispose d'un délai de 15 jours pour présenter ses observations. En cas d'urgence, notamment en cas de risque avéré pour la sécurité des personnes, ce délai peut être réduit à 48 heures.

Cette mise en demeure précise le délai de mise en conformité. En cas de non-respect de cette mise en demeure, l'occupant s'expose à l'application de la sanction suivante : une mesure de restriction d’occupation des emplacements partielle ou totale de l'autorisation d'occupation pour une durée n'excédant pas trois mois. Cette mesure s’appliquera sans indemnité pour l’occupant.

La mesure de restriction géographique peut être, notamment, prononcée :

* en cas de non-respect des limites et obligations fixées par la présente autorisation d'occupation du domaine public
* en cas de non-respect de toute disposition législative ou réglementaire
* en cas de remisage des véhicules préjudiciable au bon aspect de la voie publique ou à la sécurité publique;
* en cas de nuisances sonores répétées.

Toute sanction pour manquement aux termes de la présente convention ou trouble à l'ordre public ne dispense pas l’occupant de s'acquitter de la redevance due pour la période concernée.

Sans préjudice de ces sanctions, en cas de manquement répété ou continu présentant un risque pour la sécurité des personnes, l’occupant risque que la procédure d'amende administrative prévue à l'article L. 2212-2-1 du Code général des collectivités territoriales soit engagée à son encontre et ce, dans le cadre de l’exercice du pouvoir de police municipale par les Maires des Villes du territoire. De plus, les Maires des Villes pourront procéder d'office, en lieu et place de l'occupant et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites pour faire cesser le trouble à l’ordre public.

**Sanctions financières (pénalités)**

Le montant de la pénalité financière est fixé à 250€ par jour et par fait constaté en cas de non-respect des stipulations contractuelles de la présente convention, y compris des dispositions prévues dans la proposition de l’occupant pour laquelle il a été retenu qui est annexée à la présente convention. Une attention particulière sera portée aux respects des engagements en termes de partage des données, de réponse à l’EPT GPSO en cas d’urgence.

Ces sanctions ne sont pas cumulables pour un même fait générateur.

L’occupant s’expose par ailleurs aux sanctions pénales prévues par la législation pour tout fait le justifiant et suivant les textes en vigueur.

 **TITRE 5- POLICES D’ASSURANCE**

***Article 20 – Responsabilité - assurance - mesures d’ordre et de police***

L’occupant est entièrement responsable, tant envers l’EPT GPSO qu'envers les tiers ou les usagers de tous accidents, dégâts ou dommages de quelque nature que ce soit pouvant résulter de l’activité exercée.

En aucun cas l’EPT GPSO ne pourra être tenu responsable des dommages causés aux véhicules de l’occupant, ou à tous matériels ou installations de l’occupant.

En outre, afin de couvrir cette responsabilité, l’occupant doit contracter toutes les polices d’assurances adéquates, couvrant également les risques d’accidents. Il doit également assurer ses véhicules contre toutes les dégradations qu’ils pourraient subir du fait d’agression extérieure intentionnelle ou accidentelle. L’occupant adresse à l’EPT GPSO une copie des contrats d’assurance souscrits à cet effet dans un délai d’un mois à compter de l’entrée en vigueur de la présente convention.

Conformément aux dispositions combinées de l’article L. 211-1 du code des assurances et de l’arrêté du 17 mars 2015 relatif à l'information précontractuelle des consommateurs et à la publicité des prix des prestations de location de véhicules, l’occupant propose une assurance responsabilité civile à tous leurs utilisateurs, et porte à leur connaissance les informations sur les garanties, exclusions et franchises des autres assurances incluses dans la location, ainsi que sur les options d'assurances proposées, leur prix toutes taxes comprises (TTC) et, pour l'ensemble des garanties, leurs exclusions et le montant des franchises.

**TITRE 6- VIE DU CONTRAT**

***Article 21 – Sous-occupation – cession***

En vertu des principes applicables à la domanialité publique, l’occupant ne peut sous-louer, céder ou transporter tout ou partie des droits résultant pour lui de la présente convention.

***Article 22 – Durée de la convention***

La présente convention est consentie pour une durée de trois ans à compter de la date de signature.

La convention est reconductible expressément une fois pour une durée maximale de vingt-quatre (24) mois. Cette reconduction se fait par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée par la partie la plus diligente, au moins deux mois avant l’échéance de la convention, et acceptée par l’autre partie, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins un mois avant l’échéance de la convention.

***Article 23 – Modification de la convention***

La convention pourra être modifiée par voie d’avenant.

Toute demande de modification de la convention devra faire l’objet d’un courrier recommandé avec accusé de réception.

***Article 24 – Expiration anticipée de la convention***

**Résiliation de plein droit par l’EPT GPSO**

La convention pourra être résiliée de plein droit par l’EPT GPSO, sans indemnité pour l’occupant :

* En cas de résiliation à l’amiable consentie par l’EPT GPSO à la demande de l’occupant
* En cas de dissolution de la société ou si celle-ci se retrouve en liquidation judiciaire
* En cas de force majeure

La résiliation est prononcée après l’application d’un préavis de 2 mois, de plein droit, par l’EPT GPSO, et notifiée à l’occupant par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette résiliation prend effet à la date de sa notification à l’occupant.

**Résiliation unilatérale par l’EPT GPSO pour faute de l’occupant**

En cas de comportement fautif de l’occupant, l’EPT GPSO procèdera à la résiliation de la convention sans indemnité pour l’occupant notamment dans les cas suivants :

* Malversation ou délit de l’occupant, constaté par les autorités judiciaires compétentes
* Violation des clauses et obligations de la présente convention et notamment si l’occupant ne verse pas régulièrement les redevances dues à l’EPT GPSO
* Usage incompatible des dépendances occupées avec leur destination
* En cas de récidive ou non-respect des éléments de la proposition de l’occupant pour laquelle il a été retenu et qui est annexé à la présente convention
* Autorisation obtenue par fraude
* Dégradation du domaine public commise par le titulaire ou son personnel
* Récidive à une infraction ayant donné lieu à une mise en demeure, à une restriction géographique ou à une suspension temporaire
* Outrage commis par l’occupant ou un membre de son personnel à un agent dépositaire de l’autorité publique ou à un agent public de l’EPT GPSO dans l’exercice de ses missions de service public.

La résiliation peut être prononcée à l’expiration d’un délai de deux mois suivant une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet, sauf en cas d’urgence avérée, notamment d’atteinte à la sécurité des personnes. Cette résiliation ne pourra être prononcée qu’après mise en demeure de l’occupant notifiée par recommandé avec avis de réception de se conformer à ses obligations et demeurée sans effet.

**Résiliation unilatérale par l’EPT GPSO pour motif d’intérêt général**

Pour des motifs tirés de l’intérêt général, l’EPT GPSO peut résilier la convention de manière anticipée moyennant le versement d’indemnités correspondant à 3% du montant annuel des redevances versées par l’occupant à l’EPT GPSO, au titre de l’occupation du domaine public viaire. Cette résiliation ne peut intervenir que moyennant un préavis de deux mois envoyé par lettre recommandée avec accusé de réception.

***Article 25 – Remise en état des lieux***

Au terme de la convention, que ce soit par l’expiration normale ou pour toute autre cause, l’occupant sera tenu d’évacuer les lieux au plus tard dans un délai de trois (3) semaines à compter de la date d’expiration de la convention ou de la date d’effet de la résiliation anticipée.

L’occupant aura la charge de remettre en état les lieux, en retirant notamment les signalisations verticale et horizontale apposées sur les emplacements.

***Article 26 – Litiges***

En cas de contestations qui pourraient s’élever entre l’occupant et l’EPT GPSO au sujet de l’exécution ou de l’interprétation de la présente convention, les Parties s’engagent à essayer, dans la mesure du possible, de résoudre leur litige à l’amiable. À défaut, l’attribution de juridiction est faite auprès du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

***Article 27 – Pièces contractuelles***

Pour l’application de la présente convention, les parties déclarent se référer expressément aux pièces annexées suivantes :

* Réponse à la publicité préalable pour la mise à disposition de véhicules en autopartage en boucle
* Liste des emplacements
* Prescriptions relatives à la signalisation verticale et horizontale
* Convention pour l’usage des bornes électriques SIGEIF
* Convention pour le stationnement et l’usage des bornes électriques dans les parkings en ouvrage de la ville de Meudon

En cas de contradiction ou de difficulté d’interprétation, les clauses de la convention prévalent sur les clauses des annexes.

Fait à , le

en deux exemplaires originaux

|  |  |
| --- | --- |
| Pour l’EPT GPSO,Pierre-Christophe BAGUET Président | Pour la société xxx,Xxxx XXXXXxxxx |
|  |  |
|  |  |
|  |  |